

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
Pôle Sites et Sols Pollués
2 avenue Grüner
Allée C
42000 ST ETIENNE

St Etienne, le 25/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ONYX AUVERGNE RHONE-ALPES

ZAC des Granges
42600 Montbrison

Références : UiD4243-DSSP-024-0136
Code AIOT : 0006108982

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/03/2024 dans l'établissement ONYX AUVERGNE RHONE-ALPES implanté ZAC des Granges - 42600 Montbrison. L'inspection a été annoncée le 12/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ONYX AUVERGNE RHONE-ALPES
- ZAC des Granges 42600 Montbrison
- Code AIOT : 0006108982
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non.

Les principales activités du site sont le déconditionnement de biodéchets et le transit, regroupement, tri d'ordures ménagères, de déchets recyclables collectés en mélange auprès des ménages et de déchets industriels non dangereux.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Teneurs maximales en impureté des pulpes organiques : analyses trimestrielles	Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 6.5	Demande d'action corrective	Dès réception des résultats, 2 mois et juillet 2024

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration GERE	Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 5.4.2	Sans objet
2	Déchets admissibles	Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 6.1	Sans objet
3	Nature des déchets entrants en déconditionnement	Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 6.1	Sans objet
4	Traçabilité	Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 6.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement est tenu avec rigueur.

La visite d'inspection n'a relevé aucune non-conformité majeure.

Il est attendu de l'exploitant :

- qu'il transmette aux services de l'inspection les résultats d'analyses effectuées sur les derniers prélèvements de pulpes organiques ; délai : dès réception des résultats,
- qu'il procède à des prélèvements sur les pulpes issues des déchets conditionnés dans des emballages **en verre** ; délai : avant juillet 2024,
- qu'il établisse **un tableau de suivi** pour la qualité des pulpes avec en regard des valeurs réglementaires ; délai : 2 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 5.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée : L'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les déchets dangereux et non dangereux conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.
Constats : L'exploitant a procédé à la déclaration de son activité sur la base ministérielle GERP.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Déchets admissibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets admissibles
Prescription contrôlée : Ne sont admis dans l'installation que les biodéchets dont la valorisation nécessite un déconditionnement, à l'exclusion : [...] - des déchets contenant un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection ; [...].
Constats : L'exploitant a transmis aux services de l'inspection un devis signé en date du 21 mars 2024 pour la fourniture, l'installation, la mise en service d'un système de contrôle fixe de non radioactivité. Ce système permettra de vérifier l'absence de radioactivité des déchets entrants dans l'établissement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Nature des déchets entrants en déconditionnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets conditionnés en emballages en verre
Prescription contrôlée : Les déchets conditionnés dans des emballages en verre sont traités par lots. La pulpe organique issue de leur déconditionnement peut être mélangée à celle issue du déconditionnement des autres flux de biodéchets sous réserve que leur tonnage reste inférieur à 5 % du tonnage total admis en déconditionnement et d'une analyse annuelle conforme sur les teneurs maximales en inertes et impuretés. Les biodéchets non emballés peuvent être introduits dans le procédé de déconditionnement sous réserve que leur tonnage reste inférieur à 5 % du tonnage total admis en déconditionnement.
Constats : Les déchets conditionnés dans des emballages en verre déconditionnés dans l'établissement représentent un tonnage inférieur à 5 % du tonnage total admis en déconditionnement (tonnage 2023 : 270 tonnes sur 8671 tonnes totales admises en déconditionnement). L'exploitant a indiqué ne pas avoir procédé à l'analyse annuelle sur les teneurs maximales en inertes et impuretés des pulpes organiques issues des déchets conditionnés dans des emballages en verre. Il s'engage à le faire dès la prochaine campagne d'analyses sur les pulpes organiques sortant de son établissement. L'arrêté d'autorisation datant du 10 juillet 2023, l'absence de cette analyse annuelle n'est pas considérée comme une non-conformité.

Type de suites proposées : Sans suite
N° 4 : Traçabilité
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, traçabilité
Prescription contrôlée : Les matières et déchets reçus font l'objet d'une pesée préalable hors site ou lors de l'admission. L'exploitant tient le registre prévu par le I de l'article R. 541-43 du code de l'environnement. Il y ajoute l'identité des transporteurs des déchets. En outre, la durée de conservation des données de trois ans prévue par le premier alinéa de ce I est portée à dix ans pour les déchets sortants orientés dans une filière impliquant un retour au sol.
Constats : L'exploitant a été en mesure de présenter un registre permettant de tracer précisément les tonnages de déchets entrants et sortants de son établissement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : TENEURS MAXIMALES EN IMPURETÉ DES PULPES ORGANIQUES : analyses trimestrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 6.5

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

Les pulpes organiques respectent les teneurs maximales en inertes et impuretés suivantes :

Inertes et impuretés	Plastique > 2 mm	Verre > 2 mm	Métaux > 2 mm	Plastique + verre + métaux > 2 mm
Teneurs maximales (g/kg de matière sèche)	3	3	3	5

La norme d'analyse utilisée doit être fiable et reproductible. Les méthodes publiées par le comité européen de normalisation sont présumées répondre à ces deux exigences.

L'exploitant organise une analyse des pulpes organiques selon un protocole d'échantillonnage destiné à assurer une bonne représentativité de la mesure. La première année suivant la parution de ce présent arrêté, la fréquence des analyses est trimestrielle, et lors de toute modification notable d'approvisionnement en matières entrantes. La fréquence d'analyse sera ajustée au vu des résultats des analyses de la 1ère année de suivi en accord avec les services de l'inspection.

Lorsque les pulpes organiques sont issues d'un déconditionnement par lots en application des dispositions du chapitre 6.1 du présent arrêté, les dispositions du présent article doivent être respectées avant tout mélange en vue de leur valorisation organique.

En cas de non-conformité, l'exploitant en identifie les causes et met en place des mesures correctives adaptées. Une nouvelle analyse est alors réalisée sur le premier lot de production suivant la remise en service des équipements de déconditionnement.

Un bilan des non-conformités et des quantités correspondantes est joint au compte-rendu d'analyse.

Ces compte-rendus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a été en mesure de présenter les trois dernières analyses réalisées sur les pulpes organiques issues du déconditionnement des déchets conditionnés dans des emballages autres

qu'en verre (01/09/2023, 02/10/2023, et 16/02/2024). Il est en attente de nouveaux résultats sur des prélèvements effectués dernièrement.

Les teneurs en impuretés sont inférieures aux valeurs indiquées ci-dessus exceptées pour la valeur sur les plastiques > à 2 mm de la dernière analyse du 16 février 2024 (0,92% pour 0,3% (3g/kgMS)) et pour le total des indésirables 0,97% pour 0,5%.

Les teneurs en impuretés sont exprimées en g/kg de matière sèche dans les prescriptions rappelées dans le tableau ci-dessus et en pourcentage dans les résultats d'analyses bruts fournis par l'organisme de contrôle (facteur 10 entre les valeurs). Pour plus de clarté et de lisibilité en regard de la conformité réglementaire, il est demandé un tableau de suivi de la qualité des pulpes produites comprenant uniquement les 3 éléments Plastique, Verre, Métaux (> 2mm) et la somme des trois, et exprimés dans les mêmes unités.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué procéder à de nombreux essais de criblage suite à l'étape de déconditionnement pour améliorer la qualité des pulpes organiques produites.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est attendu de l'exploitant :

- qu'il transmette aux services de l'inspection les résultats d'analyses effectuées sur les derniers prélèvements de pulpes ; délai : dès réception des résultats,
- qu'il procède à des prélèvements sur les pulpes issues des déchets conditionnés dans des emballages en verre ; délai : avant juillet 2024,
- qu'il établisse un tableau de suivi pour la qualité des pulpes avec en regard des valeurs réglementaires ; délai : 2 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : Dès réception des résultats, 2 mois, Juillet 2024